

## POUR OPÉRER UNE RÉELLE RELANCE DU SECTEUR

# L'agriculture a besoin de 10 milliards de dollars de soutien public

**Le secteur agricole a besoin d'environ 10 milliards de dollars comme fonds de soutien à sa relance, a déclaré hier le président de la Chambre nationale de l'agriculture (CNA), M. Mohamed Ould Hocine, lors d'un point de presse qu'il a animé en son siège à Alger.**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - Le conférencier a appelé à plus de soutien des pouvoirs publics de la démarche du ministre de l'Agriculture qui, selon lui, semble mener seul la bataille sur le terrain.

M. Ould Hocine estime, en fait, que malgré les dispositifs mis en place, dans le cadre de la politique du renouveau de l'économie agricole, les facilités accordées aux fellahs pour bénéficier des aides publiques, les banques continuent à être méfiantes.

Les établissements financiers et bancaires accordent difficilement les crédits sollicités par les agriculteurs en dépit des engagements du ministre des Finances et de celui de l'Agriculture à alléger les procédures administratives au niveau des banques.

Le lancement du crédit Rfig à zéro taux d'intérêt avait buté, rappelons-le, sur de nombreuses difficultés, relançant ainsi le débat sur l'assurance sociale des fellahs et des productions agricoles contre les catas-

trophes naturelles, notamment en période de sécheresse.

A ce propos, le président de la CNA rappelle qu'il y a moins de 5% des fellahs qui bénéficient de la couverture sociale, à l'échelle nationale.

Ce problème ne cesse de faire l'objet de débat à l'occasion de chaque rencontre des différents acteurs du secteur.

Le ministre de l'Agriculture, M. Rachid Benaïssa, avait déclaré récemment que son département et les entreprises d'assurance sont en train d'étudier toutes les possibilités afin d'offrir une meilleure protection sociale des fellahs et de leurs biens.

L'instauration de la culture de la mutualisation en Algérie dans le secteur agricole demeure l'un des rudes défis qui attendent l'ensemble des intervenants en ce domaine. M. Ould Hocine avance le chiffre de 6 000 crédits Rfig accordés aux agriculteurs, sur un total de 8 000 dossiers déposés au



Photo: Samir Sidi

niveau des différentes banques.

Se montrant satisfait du déblocage de la situation, il ne manquera pas toutefois d'insister sur les efforts qui restent à faire en matière de financement des fellahs et de leur assistance technique et matérielle. Il s'appuiera sur des exemples de pays développés qui font aujourd'hui de l'agriculture leur priorité, dans un contexte de lutte pour la sécurité alimentaire.

Les problèmes liés à la Sécurité sociale, à l'accès aux financements, à l'acquisition du matériel, à l'irrigation, à la formation des fellahs et de leur accompa-

gnement sur le terrain seront abordés lors de l'assemblée générale ordinaire de la CNA qui se tiendra aujourd'hui au niveau de son siège, en présence du ministre de l'Agriculture et de l'ensemble des présidents de chambre de chaque wilaya.

## Vieillessement de la population

Cette énième rencontre sera l'occasion d'évoquer un sérieux problème auquel est confronté le secteur agricole et qui est celui de la relève.

M. Ould Hocine alerte en effet sur le vieillissement de la population exerçant

dans le secteur car il existe actuellement, dit-il, plus de 431 000 agriculteurs dont l'âge dépasse les 50 ans. L'âge de certains est estimé à environ 80 ans, ajoute-t-il, appelant les pouvoirs publics à accorder plus d'intérêt aux jeunes diplômés dans le domaine.

«Nous sommes aujourd'hui amenés à nous interroger sur comment aider la catégorie des jeunes, surtout les diplômés en agriculture pour éviter le pire», suggère-t-il.

«Nous avons d'énormes potentialités pour relancer réellement le secteur agricole et en faire un vecteur de notre développement

économique», a-t-il souligné, citant l'exemple de la production de la tomate qui avait connu une grave crise, il y a quelques années.

Il dira à ce propos que «nous avons réussi, l'an dernier, à produire plus de 43 000 tonnes de tomates en l'espace de trois mois seulement. Cette production a couvert environ 50% de nos besoins nationaux, durant cette période, et ce, grâce aux efforts consentis des uns et des autres.

Le conférencier a rappelé que l'an dernier, les agriculteurs ont mis sur le marché plus de 260 000 tonnes de tomates fraîches sur les 460 000 tonnes produites dans quatre wilayas de l'est du pays.

La différence était affectée aux différentes unités de fabrication de la tomate industrielle. L'orateur reconnaît enfin que des efforts restent encore à faire en matière de réglementation du marché des produits agricoles de large consommation dont les prix ne cessent de flamber au gré de la sphère spéculative. «Il faut structurer le marché de l'offre de la demande qui favorise la spéculation qui ne profite au final qu'à la sphère informelle», a-t-il conclu.

L. M.

## L'APN OUVRE LE DÉBAT

# Quels droits de l'homme pour l'Afrique ?

**L'Afrique peut-elle être une terre des droits de l'homme ? C'est à cette question qu'ont essayé de répondre hier les participants à la journée parlementaire consacrée au thème «Le Nepad et les droits de l'homme».**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les participants à la manifestation organisée par la commission des affaires étrangères de l'APN ont tous reconnu qu'il était difficile d'évoquer l'Afrique sans penser aux coups d'Etat et aux présidents qui s'accrochent à leur fauteuil à vie.

Ils pensent néanmoins que cette vision du continent était très réductrice. C'est notamment le cas du

président de la commission des droits de l'homme au Parlement africain.

Il a rappelé que l'Afrique a ratifié la Charte africaine des droits de l'homme. Un texte entré en vigueur en 1986 et ratifié par 53 Etats.

«Nous devons reconnaître que les défis sont grands et que nous sommes au tout début du chemin mais il faut également dire que les problèmes de l'Afrique ne

viennent pas uniquement de l'intérieur.

Ils émanent également des grandes puissances qui convoitent ses richesses», dira-t-il, expliquant que le travail pour asseoir des Etats respectueux des droits de l'homme devait se poursuivre.

Ce dernier pense qu'il ne peut se faire sans le

concours de la communauté internationale qui doit cesser sa politique de deux poids deux mesures. Rezag Bara, conseiller à la présidence, est, quant à lui, revenu sur l'expérience du Nepad qui constitue, selon lui, le refus de l'Afrique d'être éternellement assistée.

N. I.

## KSENTINI AU SUJET DE L'AFFAIRE HASSENI : «C'est une manœuvre politique»

Farouk Ksentini a fini par dire tout haut ce que beaucoup de hauts responsables algériens pensent tout bas. «L'affaire Hasseni est une forme de pression politique.

En politique, il y a toujours des coups bas et du donnant-donnant», a-t-il lâché hier en réponse à une question relative aux derniers développements de l'affaire du diplomate algérien poursuivi dans le cadre de l'affaire Mecili.

«Après les déclarations du dernier témoin qui a affirmé que Hasseni n'a rien à voir avec cette affaire, il devrait bénéficier d'un non lieu». Questionné sur son appréciation de la mutation du juge Baudoin Thouvenot qui instruit l'affaire vers un autre tribunal, Farouk Ksentini a indiqué que le dessaisissement de ce dernier du dossier est «un signe positif».

N. I.

## Communiqué du quotidien El Watan

Le directeur d'*El Watan* Omar Belhouche et la journaliste Salima Tlemçani ont été condamnés à trois mois de prison ferme à propos d'une affaire qui, en son temps, avait défrayé la chronique celle d'un médecin qui utilisait son titre pour pratiquer du charlatanisme dans son cabinet à Belouizdad (Alger).

Le collectif d'*El Watan* ne comprend pas ce verdict qui épargne le coupable et condamne le directeur et la journaliste qui n'avait fait que son métier.

Le Conseil de l'ordre des médecins avait dénoncé ce charlatan qui détournait de sa vocation son métier de praticien tout en mettant en danger la santé et la vie de ses patients. Il n'avait même pas daigné se présenter devant le tribunal ni se faire représenter par un avocat.

Aussi le collectif d'*El Watan* s'élève contre cette lourde peine, injuste et disproportionnée et constate avec inquiétude que le recours à la prison est toujours d'actualité en matière de délit de presse alors qu'il est banni dans les autres pays.

Légitimement, le collectif d'*El Watan* s'interroge sur ce qui se cache derrière ce verdict qui intervient quelque temps après celui du tribunal de Jijel qui a condamné le directeur du journal et son chroniqueur à deux mois de prison ferme.

Est-ce la liberté de ton d'*El Watan* qui est visée, est-ce une tentative d'intimidation à la veille d'échéances politiques cruciales ? Une nouvelle fois, le collectif d'*El Watan* appelle à la cessation de ce qui s'apparente à du harcèlement judiciaire et à l'amendement des dispositions pénales portant sur la diffamation afin que soit préservée dans notre pays la liberté de presse.

## Les Algériens détenus à Guantanamo seront les bienvenus en Algérie

Très optimiste au sujet du sort des Algériens détenus à Guantanamo, Farouk Ksentini a indiqué que Barack Obama, récemment élu à la tête des USA, avait promis de fermer ladite prison et que de ce fait, les 17 Algériens qui y sont détenus pourront être libérés et retourner en Algérie, s'ils le souhaitent.

Au sujet des Algériens qui sont toujours détenus en Libye, Ksentini a estimé qu'il n'existait aucune raison pour que la Libye ne tienne pas sa parole.

N. I.